

**Convention collective nationale**  
**RETRAITE ET PRÉVOYANCE DES CADRES**  
**(Accord du 14 mars 1947)**  
**(15 juin 1983)**

(Etendue par arrêté du 14 mars 1987,  
*Journal officiel* du 13 mai 1987)

---

AVENANT DU 5 MAI 2011  
MODIFIANT LES DÉLIBÉRATIONS D 17, D 25, D 33 ET D 56  
NOR : ASET1150776M

Entre :

Le MEDEF ;

La CGPME,

D'une part, et

L'union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT ;

L'union générale des ingénieurs, cadres et assimilés CFTC ;

L'union des cadres et ingénieurs CGT-FO,

D'autre part,

les délibérations D 17, D 25, D 33 et D 56 sont modifiées comme suit :

**Délibération D 17**

Le chapitre VII de la délibération D 17, relatif à la Nouvelle-Calédonie, est modifié comme suit :

Dans le paragraphe 8, les termes « 60 ans » sont remplacés par « l'âge fixé par l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ».

**Délibération D 25**

Le chapitre II, intitulé « Cas des bénéficiaires de systèmes de préretraite », est modifié comme suit :

Dans le 1°, l'avant-dernier alinéa est désormais libellé comme suit :

« Elle cesse toutefois de produire ses effets à l'égard des intéressés atteignant l'âge visé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale, sauf s'ils n'ont pas le nombre de trimestres nécessaire pour bénéficier d'une pension d'assurance vieillesse à taux plein, auquel cas elle est maintenue jusqu'à ce que la situation se modifie à cet égard et au plus tard jusqu'à l'âge visé au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947. »

Le reste de la délibération reste inchangé.

### Délibération D 33

La délibération D 33, intitulée « Prise en compte de périodes de détention provisoire », est modifiée comme suit :

Les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> alinéas sont désormais libellés comme suit :

- « L'application des dispositions ci-dessus est subordonnée à la condition que l'intéressé :
- n'ait pas atteint l'âge visé à l'article L. 161-17-2 du code de la sécurité sociale ou, s'il a atteint cet âge sans avoir dépassé celui visé au 1<sup>o</sup> de l'article L. 351-8 dudit code, ne compte pas le nombre de trimestres nécessaire pour bénéficier d'une pension d'assurance vieillesse à taux plein ».

Le reste de la délibération reste inchangé.

### Délibération D 56

La délibération D 56, intitulée « Date d'effet de l'allocation », est modifiée comme suit :

Le dernier alinéa est désormais libellé comme suit :

- « – si la demande est déposée au plus tard le dernier jour du trimestre civil qui suit celui au cours duquel l'intéressé a atteint l'âge visé au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 6 de l'annexe I à la convention collective nationale du 14 mars 1947, ou a cessé son activité professionnelle, ou a cessé d'être indemnisé au titre d'une situation de chômage ou d'incapacité de travail, la date d'effet de l'allocation est fixée au premier jour du mois civil qui suit l'événement pris en considération ».

Fait à Paris, le 5 mai 2011.

(Suivent les signatures.)